

IDENTITE EUROPEENNE ET SOLIDARITE ATLANTIQUE

Par Jean-Pierre Pagé, consultant au CERI

Les nouveaux Européens parient sur leur compatibilité

Les pays d'Europe Centrale et Orientale considèrent qu'ils ont un triple devoir de reconnaissance vis à vis des Etats-Unis en tant que défenseurs de la liberté, de la démocratie, de l'économie de marché

La position des pays d' Europe Centrale et Orientale s'explique.

Les pays de l'Europe Centrale et Orientale considèrent qu'ils ont un triple devoir de reconnaissance vis à vis des Etats Unis en tant que :

- défenseurs de la liberté,
- défenseurs de la démocratie,
- défenseurs de l'économie de marché.

Ils considèrent qu'ils doivent leur libération du joug de l'URSS au combat qu'ont mené les Etats Unis.

Cette considération est psychologiquement extrêmement importante et l'emporte sur le bilan comparatif des efforts de l'Union Européenne et des Etats Unis pendant la transition. En plus, ont joué les « effets de diaspora » (notamment, diaspora polonaise aux Etats Unis).

Ceci explique l'importance attachée par ces pays au lien transatlantique

symbolisé par l'intégration dans l'OTAN, jugée presque aussi (sinon plus) essentielle que l'intégration dans l'Union Européenne. Il faut se rappeler le mot d'un collaborateur de A. Kwasniewski: "Pourquoi voulez vous nous faire choisir entre notre père et notre mère ? "

Enfin, ces pays ont gardé de leur aventure dans l'orbite de l'URSS une grande sensibilité à l'insécurité.

Ils éprouvent toujours le besoin d'être protégés. Actuellement, l'Union Européenne ne leur paraît pas en mesure de leur accorder cette protection sous sa forme militaire. Ils ont donc, tout naturellement, tendance à s'abriter derrière le bouclier américain. C'est dans cet esprit, même si d'autres facteurs ont joué, qu'il faut considérer le choix polonais en faveur des F16.

L'entrée de ces pays dans l'Union Européenne risque donc de modifier le rapport de forces à l'intérieur de l'Union et de peser sur l'orientation géo-politique de celle-ci.

Au moment où certains pays comme la France essayent de compenser l'hégémonie ou l'hyperpuissance américaine, en cherchant à constituer une Europe politique puissante et capable de peser dans le monde, l'arrivée des PECO tend à arrimer davantage l'Europe aux Etats Unis et renforce apparemment le camp des pays très proches des USA comme la Grande Bretagne (l'allié de toujours), et, aujourd'hui, l'Espagne et l'Italie.

Ceci est-il de nature à compromettre la construction politique de l'Europe?

Il est manifeste que cela complique singulièrement l'émergence d'une politique de diplomatie et de défense commune.

Deux tendances se manifestent:

- Une première tendance qui vise à l'affirmation d'un point de vue européen sur les grands problèmes de ce monde, quitte à s'opposer aux Etats Unis. Cette tendance est illustrée par l'affrontement à propos de l'Irak. Il ne faut pas ramener cet affrontement à une simple querelle de puissance. C'est l'affrontement entre deux conceptions du monde :

i) une conception inspirée par une " logique impériale " (celle des Etats Unis) qui ouvre la " boîte de Pandore " et la porte à toutes les aventures ;

ii) une conception (celle de la France) selon laquelle on essaye de faire prévaloir un ordre international et de faire régler les conflits par la concertation entre les nations.

L'orientation vers l'affirmation d'un point de vue européen est, d'ailleurs, la seule manière de permettre à l'Europe de devenir politiquement adulte et cela ne signifie nullement une rupture avec les Etats Unis, même si cela ne plaît pas à leur gouvernement.

- Une deuxième tendance qui, dès que les problèmes graves se posent, conduit à l'alignement sur la position des Etats Unis.

Cela ne signifie pas forcément que les pays considérés adoptent un comportement " moutonnier ". Cela résulte d'un comportement mûrement réfléchi : les USA détiennent, à la fois, la force, la clef de la sécurité et sont aussi censés détenir la sagesse (en tant que défenseurs de la liberté, de la démocratie et de l'économie de marché).

- L'entrée dans l'Union Européenne de huit (et ultérieurement dix) pays qui, pour les raisons sus-dites, sont tentés de s'aligner sur les USA (et le font, cf. la Bulgarie) risque donc de freiner l'émergence d'un pôle autonome européen et les efforts pour construire un monde multipolaire et non unipolaire.

En quoi l'arrivée de nombreux pays de petite dimension (sauf la Pologne) attachés à leur indépendance récente risque-t-elle de contrarier l'émergence de structures de direction forte de l'Europe ? On peut répondre par oui et non.

Oui, car ces structures fortes ne peuvent être mises en place (voire, imposées) que sous l'égide de grand pays travaillant ensemble (cf. le "couple " franco allemand), ce à quoi risquent de s'opposer les nouveaux arrivants.

Non, car les " petits " pays sont, d'une certaine manière, beaucoup plus fédéralistes que les "grands " et l'on peut penser qu'une Europe efficace devra être, tôt ou tard, fédéraliste.

Donc, l'avenir n'est pas clairement déterminé.

Les nouveaux arrivants sont très sensibles aux valeurs européennes et , à cet égard, ne refusent pas la construction d'une identité européenne défendant ces valeurs, même si, comme l'a fait remarquer M.Zharadil, " shadow " ministre des affaires étrangères de la République Tchèque, lors d'une récente Conférence du Forum de l'Europe Centrale à Prague : les conditions qu'il considère indispensables pour constituer une telle identité européenne, à savoir, " une histoire commune, une langue commune et une culture commune ", ne lui paraissent pas clairement réunies.

Il y a donc un danger de dilution de l'Europe dans un " club de nations " assorti d'une zone de libre échange (ce qui aurait un caractère catastrophique pour les PECO sur le plan de l'économie).

Il faudra beaucoup de doigté, de diplomatie, de patience, pour construire l'Europe politique de demain. A cet égard, le travail de la Convention qui a pour objet de doter l'Union des institutions lui permettant de fonctionner est d'une importance fondamentale.

Il est évident que la crise irakienne aggrave les clivages, à la fois, entre certains pays d'Europe et les Etats Unis et à l'intérieur de l'Europe. On peut penser qu'elle rend donc plus difficile la recherche des solutions des problèmes auxquels l'Europe est confrontée. Ce n'est pourtant pas évident. Cela dépendra, bien sûr, des conséquences de la crise irakienne et, si les USA font la guerre, de son issue. Mais il ne faut pas être systématiquement pessimiste: l'Europe s'est toujours construite à partir de crises. Et, si l'hypothétique guerre en Irak ne se déroule pas conformément au « rêve » américain, l'Europe peut alors se retrouver en bonne position pour faire prévaloir le nécessaire retour à la sagesse..

La Russie partenaire incontournable.

Pour terminer cette communication, il faut parler de la Russie. On ne peut plus aujourd'hui évoquer la construction de l'Europe en omettant la Russie. Il y a beaucoup à parier que la construction européenne ne se finalisera qu'en partenariat avec la Russie.

La Russie est passée de l'état ancien d'ennemi potentiel à celui de partenaire indispensable, même si cela est parfois difficile à faire passer dans certains esprits (en particulier, polonais). Mais, tout dépendra, sans doute, beaucoup plus de l'évolution future des rapports entre la

Russie et les Etats Unis que de celle des rapports entre la Russie et l'Europe.

Quelle voie va choisir la Russie ? Va-t-elle privilégier son alliance d'intérêts avec les USA ?

Ou va-t-elle, comme elle le fait aujourd'hui, sur les problèmes importants, se rapprocher de l'Europe (et des pays qui défendent une position autonome de l'Europe), quitte à prendre ses distances par rapport aux USA ?

La Russie peut être l'une des grandes chances de l'Europe.

Pour des raisons économiques (cf. les échanges mutuellement profitables et les immenses ressources énergétiques dont l'Europe a besoin).

Pour des raisons politiques : la Russie paraît difficilement contournable si l'on veut donner à l'Europe la puissance nécessaire pour constituer un pôle dans un monde multipolaire.

Mais cela signifie que les PECO devront surmonter leur méfiance instinctive. Toutefois, la situation a bien changé depuis le début de la transition. D'un côté, la Russie s'est fortement rapprochée de l'Occident. De l'autre, les PECO sont restés attachés aux liens économiques et culturels qui les unissent à leurs voisins de l'Est proches de la Russie. Et la constitution en cours d'une union économique (et, peut-être, monétaire) regroupant avec la Russie, l'Ukraine, le Belarus (ainsi que plusieurs pays d'Asie Centrale) ouvre la voie à une coopération revivifiée entre cet ensemble (où figurent des partenaires historiques comme l'Ukraine) et l'Est de la future Europe élargie.

Réponse à la question initiale : oui, l'élargissement constitue une difficulté majeure pour la construction d'une Europe politique constituant un véritable pôle dans le monde.

Mais il ne faut pas être pessimiste. Cette difficulté peut être surmontée. Il y a une crise manifeste, mais le futur reste très ouvert.

Jean-Pierre Pagé

Courtoisie de l'Académie de la Paix et de la Sécurité Internationale

www.geopolitis.net